

PARCEM appelle le gouvernement burundais à "libérer les Burundaises rurales"

@rib News, 08/03/2018 – Source Xinhua Burundi : appel à l'épanouissement des femmes rurales via le renforcement de l'investissement dans le secteur agricole La célébration de la Journée Internationale de la Femme au Burundi devrait mettre un accent particulier sur "l'épanouissement des femmes rurales" via le renforcement de l'investissement dans le secteur agricole, a plaidé jeudi à Bujumbura Faustin Ndikumana (photo), directeur exécutif d'une ONG burundaise.

Le responsable de l'ONG "Parole et Actions pour le Réveil des Consciences et Changement des Mentalités" (PARCEM) s'exprimait au cours d'une interview accordée à Xinhua avec un focus sur les défis auxquels font face les femmes rurales burundaises, dont l'immense majorité vit de l'agriculture depuis la fondation du Burundi en tant qu'Etat-Nation. A ce jour, selon des données récentes de la Banque Mondiale (BM), le Burundi abrite une population globale de 11,2 millions d'habitants dont 51% de femmes. Dans ce cadre, M. Ndikumana a appelé le gouvernement burundais à se doter des moyens conséquents pour "libérer les Burundaises rurales" en mettant en &oeil;uvre les engagements contenus dans la Déclaration de Maputo (Mozambique) et le Programme National pour l'Investissement Agricole (PNIA) avec un budget global de plus de 1600 milliards de francs burundais (environ un milliard de dollars) dont près de 500 milliards de dotation annuelle. "A ce jour, le ministère de l'Agriculture n'y met que 20 milliards de FBU. Il faut donc oser affronter ce problème national et faire une autoévaluation périodique rigoureuse visant à ce que le Burundi puisse rompre définitivement avec le stade de l'actuelle agriculture de subsistance vers l'agriculture de marché", a-t-il recommandé. Réunis dans un sommet dans la capitale mozambicaine en 2003, les chefs d'Etat de 54 pays africains avaient lancé le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) dont l'objectif-phare était leur engagement de chaque pays à consacrer "au moins 10% de son budget national" à l'investissement dans le secteur agricole. Selon le Système Régional d'Analyse Stratégique et de Gestion des Connaissances (ReSAKSS), en 2013, soit 10 ans après le lancement du PDDAA, les résultats atteints "sont mitigés". En effet, le constat dégagé est que durant cette période décennale, seulement 13 pays, ont consacré, au moins une année d'exercice budgétaire, plus de 10% de leur budget à l'agriculture. Il s'agit en effet des pays ci-après : Burundi, Burkina Faso, Congo-Brazzaville, Ethiopie, Ghana, Guinée, Madagascar, Malawi, Mali, Niger, Sénégal, Zambie et Zimbabwe. Pour M.Ndikumana, les femmes rurales burundaises font encore face aujourd'hui à d'immenses défis par rapport à leur épanouissement dans le secteur agricole qui les fait vivre à plus de 99%. Les défis, a-t-il expliqué, se posent d'abord en amont avec la faiblesse de la production agricole ; mais aussi en aval dans la mesure où même en cas de production améliorée saisonnière du fait du manque des structures de transformation agricole (usines). Car, il y a encore une carence "criante" des circuits de commercialisation des produits agricoles au Burundi du fait de l'enclavement du pays (non accès à la mer et infrastructures routières encore déficitaires dans le pays profond), a-t-il expliqué. A ses yeux, pour que le Burundi puisse sortir du cercle vicieux d'insécurité alimentaire et de malnutrition aiguë d'année en année, le gouvernement burundais devrait enclencher des "changements profonds" dans le secteur agricole au cours de la prochaine décennie avec une attention particulière sur la mécanisation et la monétarisation du monde rural dans lequel une grande majorité des Burundaises cultivatrices.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});